

efficace, le programme de recyclage de la main-d'œuvre. On suggère implicitement que tout comme d'autres, il ne fonctionne pas réellement dans l'intérêt du Canada. Nous avons eu récemment plusieurs exemples de la façon dont ce ministère réagit pour venir en aide aux travailleurs lorsqu'ils sont victimes d'un licenciement ou d'un changement d'ordre technologique.

Il y a aussi des cours de spécialisation dont on ne parle pas tant qu'un fonctionnaire qui peut-être a mal interprété les directives reçues ne fait pas une erreur dans un bureau régional. Alors l'enfer entier se déchaîne et l'on oublie des contributions apportées au jour le jour aux Canadiens dans le cadre de ce programme.

Nous connaissons plusieurs exemples récents à ce sujet mais permettez-moi d'en choisir un ou deux en Nouvelle-Écosse car j'ai commencé ma journée dans la capitale de cette province en parlant d'expansion avec son premier ministre. Une importante industrie de la province, la société Fairey Aviation de Halifax, a failli fermer ses portes. Comme les députés s'en souviennent, elle avait annoncé pour la fin de mars la fermeture de son usine. On a posé des questions à la Chambre, mais plusieurs ministères fédéraux et provinciaux se sont portés sans bruit au secours de l'usine. De ce fait, elle a été sauvée et on a trouvé un nouvel exploitant. Tout cela ne s'est pas fait par accident, ni par de simples velléités, ni par une question posée à la Chambre, mais par une collaboration efficace de trois ministères du gouvernement fédéral: celui de l'Expansion économique régionale accordera une subvention d'incitation importante, celui de l'Industrie et du Commerce accordera une subvention considérable au développement et celui des Approvisionnements et Services renégociera le contrat signé avec l'ancienne compagnie.

Le résultat a été que Fairy Aviation a changé de propriétaire et qu'il y a maintenant une possibilité de nouvelle technologie dans les provinces atlantiques et d'un nouveau centre technologique en Nouvelle-Écosse. Il y aura une rupture minimum dans les niveaux d'emploi et un nouvel élément dans l'industrie du transport au Canada. C'est l'histoire d'une réussite.

Une autre histoire se rapporte à EMI Electronics qui avait décidé d'abandonner et de fermer ses portes. Grâce aux efforts faits par le ministère de l'Expansion économique régionale, par mes collègues, par le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin), et grâce à ceux du gouvernement provincial, cette usine est également sauvée et continuera à fonctionner. Nous espérons qu'elle constituera même une meilleure source d'emplois pour les habitants de cette région.

[L'hon. M. MacEachen.]

Nous avons aussi eu à Toronto l'exemple de la fermeture de l'usine Dunlop. Il est simple de poser des questions à la Chambre sur un sujet de cette sorte et il est relativement facile d'y répondre. Ce sont les quatorze conseillers en main-d'œuvre spécialement affectés à Dunlop qui ont établi les dossiers de tous les chômeurs. Ils ont inscrit leurs spécialités, ils cherchent des emplois, ils examinent les possibilités de recyclage et ils ont l'affaire bien en main. Je regrette qu'il ait été impossible d'obtenir ce genre d'analyse et d'étude économiques que j'ai favorisé et dont auraient pu profiter les travailleurs, mais au moins, nous aurons contribué dans une large mesure à résoudre ce problème à l'avantage des travailleurs.

• (4.30 p.m.)

Je suis heureux qu'un débat ait lieu sur le ministère de la Main-d'œuvre du Canada. Nous ne prétendons pas être parfaits, mais que, sur un pied d'affaires, avec les ressources dont nous disposons, nous contribuons efficacement au développement de la main-d'œuvre au Canada. Je n'entrerai pas dans tout le détail des programmes que nous appliquons dans le domaine du placement, de la main-d'œuvre agricole, de la main-d'œuvre étudiante, de l'établissement des immigrants. Je ne parlerai pas de l'adaptation ni de la mobilité de la main-d'œuvre, mais je voudrais faire quelques remarques sur le programme de perfectionnement et d'utilisation de la main-d'œuvre dans la mesure où il contribue à son développement dans notre pays.

Dans mon ministère, cette année, nous allons dépenser globalement 273 millions de dollars pour former les travailleurs adultes du Canada. Je signale au député de Gander-Twillingate que nous avons obtenu cette année pour le budget, 25 millions de dollars de plus que l'an dernier. Nous aurions aimé obtenir davantage, mais nous entrons en concurrence avec d'autres ministères de l'État pour l'affectation des ressources disponibles. Nous espérons obtenir plus de fonds l'an prochain, et si nous avions 25 millions ou 50 millions de plus, nous pourrions faire mieux et former plus de travailleurs.

**M. Lundrigan:** Vous attendez-vous à plus de chômage l'an prochain?

**L'hon. M. MacEachen:** Je n'en entrevois pas plus, mais le travail que nous accomplissons est nécessaire pendant une période de chômage. Toutefois, il est également nécessaire dans une période d'expansion économique alors que s'offre des emplois, et nous voulons former des adultes canadiens pour qu'ils occupent ces emplois plutôt que des étrangers, comme actuellement dans bien des cas. A